Introduction

Essai de définition de l'extranéité au travers de l'exemple rochelais

Mathias Tranchant

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1028>

DOI : 10.4000/abpo.1028

ISBN : 978-2-7535-1517-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 avril 2010

Pagination : 7-22

ISBN : 978-2-7535-1146-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Mathias Tranchant, « Introduction », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 117-1 | 2010, mis en ligne le 20 avril 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1028> ; DOI : 10.4000/abpo.1028

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Presses universitaires de Rennes

Introduction

Essai de définition de l'extranéité au travers de l'exemple rochelais

Mathias Tranchant

- 1 Les *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* nous font l'honneur et l'amitié de réunir dans ce numéro spécial les résultats des travaux présentés lors du séminaire d'histoire économique et maritime organisé à l'université de Nantes le 17 octobre 2008, sous l'égide du laboratoire CRHIA¹. Depuis 2006, un groupe d'une vingtaine de chercheurs français et étrangers se réunit chaque automne pour étudier un aspect du programme de recherches pluriannuel, animé par Mathias Tranchant, et consacré à la gestion du risque chez les populations usagères des mers du Ponant (XII^e-XVI^e siècles). Après avoir abordé le problème de la sécurisation des accès portuaires² puis le thème de la pluriactivité³, l'équipe d'historiens médiévistes et modernistes s'est penchée sur la question de l'extranéité selon l'intitulé suivant : « Au risque de l'étranger chez les sociétés littorales : le protéger et s'en protéger. »
- 2 Quelques explications préalables doivent entourer l'usage du terme central de ce sujet. En premier lieu, rappelons-le, le mot « étranger » renvoie à une notion complexe, alimentée par l'ensemble des sciences humaines et sociales. En substance, disons qu'elle est construite individuellement et collectivement, au travers de représentations conscientes et inconscientes, qui d'une part tendent à séparer le dedans du dehors selon des frontières psychologiques, physiques, ethniques, géographiques, politiques, juridiques, sociales, religieuses et culturelles, et d'autre part visent à qualifier et désigner à la fois l'Autre et l'Inconnu. Elle développe pour cela des référents et des normes dont l'objet est de distinguer l'indigène de l'exogène, le semblable du dissemblable, l'homogène de l'hétérogène, comme de circonscrire l'étrange, l'inhabituel, l'incompréhensible. Instrumentalisée par des intérêts politiques, religieux, économiques ou sociaux, elle devient simplificatrice voire caricaturale, réduisant les individus externes à une typologie de différences. Dans cette perspective, elle peut alors servir à reporter sur l'ailleurs l'origine de peurs, de périls et de crises, comme à définir, consolider et louer la singularité de l'individu ou du groupe qui la produit. En somme, elle couve intrinsèquement la crainte d'un danger réel ou supposé dont seraient porteurs les

allochtones. La notion d'étrangeté s'apparente donc fortement à la problématique du risque. Elle contient habituellement l'appréhension d'une menace potentielle (l'aléa) qu'un individu ou un groupe (la vulnérabilité) projette sur l'étranger ; elle induit en conséquence la nécessité de réagir et de trouver des solutions : se distancier de l'étranger, s'en protéger, le contrôler, l'intégrer, le combattre, etc.

- 3 La sémantique du verbe « estranger » rassemblait d'ailleurs, selon Frédéric Godefroy, les actions d'écarter, d'éloigner, de repousser, d'empêcher et d'aliéner. La notion d'extranéité fut dotée au cours du Moyen Âge de nombreuses nuances contenues non seulement dans les langues mais aussi dans les usages et les normes. L'identité d'un voyageur, et donc son degré d'étrangeté, était déterminée selon sa famille, son origine (son *origo*, sa *patria*), son lieu de domiciliation, son appartenance à une communauté et à une autorité publique, sa religion, sa culture (langue, tenue vestimentaire) et son activité professionnelle. Aussi, il existait une multitude de silhouettes étrangères, du pèlerin ou de l'ouvrier venu temporairement chercher du travail à l'universitaire ou au marchand, en passant par l'exilé, le missionnaire, le soldat, l'agent administratif, etc. Le champ lexical, qui est marqué par un abandon du terme *peregrinus* au profit des termes *extraneus* et *alienus* pour les désigner, demeure ambigu⁴. Cela signifierait-il que l'étranger n'était plus d'abord le voyageur, l'individu de passage, mais devenait davantage l'Autre, celui qui provenait de l'extérieur ? D'un point de vue politique et juridique, la définition de l'extranéité fut évolutive et plurielle, parfois confuse, au point qu'il est impossible de lui donner une véritable unité. L'étranger pouvait être qualifié d'hôte, d'aubain, d'épave ou de forain, sans que ces termes ne soient sémantiquement tout à fait distincts. Il semble qu'il faille trouver l'origine du régime juridique de l'étranger dans le droit romain, qui fut ensuite progressivement pénétré par le droit coutumier, de sorte que la territorialité l'emporta bientôt sur la personnalité. Ainsi, l'étranger fut d'abord celui qui ne relevait pas de l'autorité directe du roi franc ; puis, suite au démantèlement de la monarchie carolingienne, il reçut le statut d'aubain, celui qui n'était pas soumis au pouvoir de ban exercé dans le cadre de la seigneurie ; enfin, au cours des XIV^e et XV^e siècles, selon un processus de glissement qui tendit à privilégier le domicile de l'individu au détriment de son origine, il devint le non-régnicole, celui qui n'habitait pas le royaume⁵. En réalité, cette territorialisation de la condition juridique de l'étranger toucha dès le XII^e siècle toute l'échelle des communautés d'individus, qu'il s'agisse d'un village, d'une ville, d'une seigneurie, d'une principauté ou d'un royaume. Un paysan limousin se déplaçant à La Rochelle y était à la fois français et étranger à la commune. Il exista donc une sorte d'emboîtement des statuts d'étranger selon que l'on considérait comme référence la dimension locale, seigneuriale ou royale. Ces transformations paraissent d'ailleurs avoir concerné toute l'Europe occidentale. Au demeurant, cette inclination des pouvoirs laïques se trouvait en contradiction avec la doctrine canonique médiévale. Cette dernière préconisa en effet, à la fin du XII^e siècle, que l'étranger de passage, et en particulier le pèlerin, soit exempté de la loi du territoire⁶.

- 4 À La Rochelle, les étrangers et leurs biens relevaient de plusieurs autorités : du roi bien entendu par l'intermédiaire du gouverneur et de son prévôt, de l'échevinage ensuite autant que ses statuts le lui permettaient, de structures propres à certaines communautés étrangères représentées toute l'année dans la ville et qui en avaient reçu le privilège. Ensemble, elles étaient chargées de déterminer selon leurs compétences et de faire appliquer un vaste éventail de droits et de devoirs qui touchaient aussi bien l'accès, la circulation et la résidence des personnes, des navires et des marchandises, l'achat et la

vente des denrées, l'usage de la monnaie, le régime fiscal, la capacité d'ester et de tester, l'exercice des droits de réunion et du culte, la propriété des biens naufragés ou aubains.

- 5 Les étrangers ne sont que rarement désignés comme tels dans la documentation rochelaise. C'est qu'ils se définissaient par défaut, comme non ressortissants d'un groupe d'individus dont les contours et les prérogatives étaient, eux, clairement établis. Par ailleurs, il va de soi que les représentations de l'extranéité varient selon les sociétés et l'échelle politique envisagée. Considérant la population de son royaume, un souverain concevait nécessairement l'allochtone à un autre degré qu'un châtelain, un maire ou le prud'homme d'un village. Étudier l'étranger dans une ville, c'est donc en premier lieu devoir reconstituer les différentes formes et degrés d'étrangeté qui s'y manifestaient.
- 6 Malgré la prééminence des conceptions juridiques dans la documentation, on ne saurait réduire la notion d'étranger à cette seule dimension. Échanges et migrations se trouvant au cœur des principes de fondation et de développement de La Rochelle, l'ethnicité, c'est-à-dire la différenciation sociale, politique et culturelle des individus, ne paraît pas avoir joué ici de rôle prépondérant. Ainsi les Bretons, présents en masse depuis le XIII^e siècle, furent de loin les étrangers les plus nombreux qu'ait accueillis la ville durant la fin du Moyen Âge. Or, ils n'y constituèrent jamais de véritable communauté identifiée, avec son quartier, son organisation, ses usages et ses droits. Au contraire, ils s'y intégrèrent avec une remarquable facilité, à tous les niveaux de l'échelle sociale. Seule la communauté juive connut, comme partout dans le Royaume, les affres de l'isolement et du rejet. Pourchassés puis expulsés du Centre-Ouest à partir de 1236, les Juifs n'y vivaient plus qu'en petit nombre après le XIII^e siècle. À La Rochelle, selon ses privilèges, l'échevinage était en droit de leur interdire d'y habiter. En 1317, ils furent accusés avec les lépreux d'avoir empoisonné les puits de la ville. Arrêtés puis jugés, beaucoup d'entre eux furent reconnus coupables et punis. Et pourtant, en 1467, on faisait toujours paver la rue de la *Juiverie*⁷. Certes, l'autorité anglaise suscita aussi un profond rejet de la part de la municipalité, en particulier durant « l'occupation » de 1360-1372. Mais la réaction de l'échevinage s'explique par son attachement indéfectible à la couronne française dont, selon un privilège continuellement réaffirmé depuis 1224, La Rochelle ne pouvait être séparée. La commune ne supporta pas plus le détachement temporaire de la ville au profit de Charles de France, duc de Guyenne, entre 1469 et 1472, ou la cession de plusieurs revenus attachés au gouvernement de La Rochelle pour l'entretien des reines douairières, Marie d'Anjou et Anne de Bretagne. En réalité, si leur couronne était ennemie aux yeux des Rochelais, les Anglais restaient en revanche des partenaires recherchés et, à ce titre, ils étaient autant que possible protégés. En dehors de rixes et de déprédations qui relevaient davantage de malfaiteurs et de conflits sporadiques, la documentation ne fait pas état d'une inimitié rochelaise caractérisée à leur égard. Le degré d'étrangeté était par contre intensifié lorsqu'à des critères politiques et culturels s'ajoutaient des considérations économiques. Aussi, les Bordelais, attachés à la couronne anglaise et concurrents sur le marché du vin, paraissent avoir été particulièrement rejetés par les Rochelais. Quant aux Portugais, alliés de l'Angleterre et sans liens commerciaux avec l'Aunis, ils furent longtemps ignorés. On peut sans doute considérer que, au contraire des villes continentales, le communautarisme économique l'emportait ici sur le communautarisme ethnique⁸.
- 7 Aux derniers siècles médiévaux, à l'intérieur d'une ville, l'étranger n'était pas seulement le ressortissant d'une couronne étrangère, à plus forte raison d'une puissance ennemie, il était plus largement celui qui n'appartenait pas juridiquement à la communauté

d'habitants. Chez les sociétés rurales, relativement closes, tout individu provenant d'au-delà des limites de la franchise était étranger. Il pouvait être considéré en intrus, et donc source potentielle de danger, ou en membre en devenir de la collectivité, comme il est observé dans le comté de Forez⁹. Dans le monde plus ouvert des villes, la situation n'était pas sensiblement différente. À La Rochelle comme chez toutes les communautés ayant reçu à partir du XII^e siècle des franchises, les capacités juridiques et libertés accordées identifiaient et soudaient positivement les bénéficiaires, tandis qu'elles distinguaient, en négatif, les populations qui en étaient démunies. L'extranéité frappait donc le non-bourgeois, celui qui n'avait pas intégré le corps des co-jurés et qui, de ce fait, ne pouvait prétendre aux privilèges, exemptions et règles de ce groupe. Étaient ainsi repoussés au nombre des étrangers, avec des nuances selon la proximité de leur origine géographique, politique et juridictionnelle, tous les individus vivant au-delà des fortifications urbaines. Conformément au droit médiéval, les personnes résidant et exerçant une activité temporaire dans l'enceinte, mais dont le domicile principal était ailleurs, ne pouvaient pas davantage être considérées comme rochelaises. En revanche, il faudrait inclure par extension de la qualité de bourgeois certains « manans et habitants de la ville », c'est-à-dire les membres de la parentèle, les familiers, les domestiques et les apprentis des co-jurés. Enfin, bien qu'exclus du droit commun s'appliquant aux bourgeois, tous les étrangers n'étaient pas soumis à La Rochelle aux mêmes conditions juridiques. Des critères d'appartenance politique, économique et sociale restreignaient ou ouvraient l'accès à certains droits, facilités et immunités.

- 8 Selon les termes mêmes de l'article 30 des « établissements » de Rouen-La Rochelle, « nul ne doit demeurer au-delà d'an et jour à l'intérieur de la cité s'il n'est juré de la commune ; pendant ce séjour et avant d'avoir juré, il ne pourra jouir de quelque liberté de la cité que ce soit et il ne doit être reçu dans la commune et la jurer, si ce n'est par-devant le maire et les échevins siégeant en échevinage. Mais après avoir juré, il aura les libertés de la cité ». Cette disposition était complétée par la teneur de l'article 20 qui stipulait que « si quelqu'un se dit notre juré, et que nous n'en soyons pas certain, il devra prouver ce qu'il dit par témoignage de deux jurés¹⁰ ». La forme élémentaire de l'étrangeté se définissait donc juridiquement par la non-appartenance à la commune. L'accès à la bourgeoisie était initialement conditionné par le seul critère de domiciliation, sensé garantir en même temps l'honorabilité de l'impétrant, ses capacités matérielles et sa disponibilité nécessaires au devoir de garde de la ville. Réunissant ces qualités, il ne pouvait être reçu que sur proposition d'un membre du corps de ville, sur demande faite auprès du premier magistrat, et moyennant le paiement d'un droit d'entrée¹¹. Selon le livre de la mairie de 1356 et de nouvelles dispositions prises par Charles VII en 1422, il lui fallait enfin prêter serment, sur les Saintes Évangiles, au roi par l'intermédiaire de son représentant, puis au maire et à l'échevinage, de se conformer à des règles élémentaires : rester fidèle au souverain, à son fils et à la commune, garder la ville et ses privilèges, obéir au maire et au collège des cent pairs, ne se livrer à aucune fraude sur les marchandises, dénoncer toute trahison dont il aurait connaissance¹². L'institution communale fut attentive au strict respect de ces règles d'accession qu'elle dut plusieurs fois préciser. L'obligation de se fixer à demeure dans la ville fut notamment rappelée par les décisions échevinales de 1377, 1399 et 1401¹³. En 1399, un « paigner » de Toulouse se vit refuser l'accès à la bourgeoisie au motif qu'il n'avait pas respecté les délais de résidence¹⁴. Depuis cette même année, l'entrée en bourgeoisie échappait au seul assentiment du roi et du maire, mais nécessitait l'accord préalable du collège des cent

pairs, afin d'assurer que le postulant était bien « digne et suffisant pour porter les charges de ladite ville¹⁵ ». En cas de doute, et en particulier lorsque le prétendant n'était pas natif du royaume de France, on pouvait lui demander des garanties quant à sa loyauté à l'égard de la couronne et de la commune. C'est ainsi qu'en 1347 l'échevinage ordonna à Mondor Le Cordier, bourgeois demeurant dans le quartier du Pérot, de se porter garant pour Ordische de Dordincho, originaire de Saint-Sébastien (Espagne). Ce dernier reconnut à cette occasion « qu'il seroyt doresnavant amy et subiect du Roy nostre sire et que pour tel il se tiendroist a iamays en la ville et qu'il se contiendroyt comme bonne personne¹⁶ ». Afin qu'il puisse produire la preuve de son appartenance à la commune, tout nouveau juré recevait sa lettre de bourgeoisie et son nom était également inscrit dans un registre spécialement dédié à cet effet, établi chronologiquement par année de mairie¹⁷. Notons pour finir sur ce point qu'en 1422, Charles VII assouplit quelque peu la règle de domiciliation préalable d'un an et un jour. À la discrétion du maire et du collège des pairs, les « estrangers venus demeurer en ladite ville pour vendre denrées en détail » pouvaient en être exonérés¹⁸. En ces temps d'insécurité chronique, la municipalité porta les plus grandes attentions au respect du devoir de surveillance et de défense des remparts auquel sa population était tenue, de jour et de nuit ; tant et si bien que ce sujet devint un critère déterminant « d'embourgeoisement ». C'est ce qu'il ressort d'une décision de 1377 selon laquelle les habitants de La Rochelle qui acquittaient le devoir de guet et de garde sans appartenir à la commune pouvaient prétendre devenir jurés, pourvu qu'ils payassent la redevance idoine¹⁹. Cette dernière donna lieu également à quelques précisions. En 1335, il fut arrêté que tout nouveau bourgeois devait payer un droit d'entrée, dont le montant était fixé par le conseil de ville selon les revenus de chacun²⁰. Il varia longtemps entre un et trois écus, certains en étant même dispensés ; jusqu'à ce qu'en 1457 on statua que le serment était conditionné au paiement de trois écus pour ceux « de qualité basse, mécanique ou d'aucun mestier », six écus pour ceux de condition moyenne, un montant supérieur pour les « puissans et de grande faculté » selon la volonté du corps de ville²¹. Seuls les fils d'échevins en étaient exonérés. Il est aussi à noter que l'origine des bourgeois avait encore au XIV^e siècle, dans l'esprit des juristes du roi, un effet discriminant. L'administration semble avoir longtemps distingué les jurés natifs de La Rochelle et ceux nés hors du royaume. C'est ce qu'il ressort de lettres de bourgeoisie délivrées en 1322 par Philippe V à Ottobon de Barga. Italien de naissance, ce dernier obtint ainsi l'assurance d'être considéré « comme si lui et ses ancêtres eussent tiré leur origine de La Rochelle, afin qu'il jouisse de tout privilège, liberté dont jouissent les bourgeois originaires de La Rochelle²² ». En réalité, cette naturalisation élaborée par le pouvoir central ne faisait que confirmer une situation déjà existante, puisque l'homme fut élu maire de la ville à deux reprises, en 1318 et 1322²³. Ce cas singulier indique combien la conception de l'étrangeté, même d'un point de vue juridique, variait selon le niveau d'observation et de pratique politique. Ajoutons enfin que la bourgeoisie ne paraît pas avoir été uniquement ouverte aux hommes. C'est ce qu'indique une disposition de 1399. C'est ce que confirmerait l'obligation faite aux veuves de bourgeois d'assumer leur devoir de guet et de garde²⁴. De surcroît, les jurés représentaient ceux dont ils avaient la tutelle ou dont ils étaient garants, c'est-à-dire les membres de leur famille, leurs domestiques, valets et apprentis, et de ce fait rattachaient leur entourage familial à leur condition bourgeoise²⁵.

- 9 Si habiter dans les murs de La Rochelle était un préalable nécessaire à l'appartenance au corps communal, il n'était pas suffisant. Ainsi, à la fin du XIV^e siècle, de nouvelles

dispositions du corps de ville exclurent les membres du clergé. En 1399, sous la mairie de Jean Cheillon, puis en 1401, il fut décidé que dorénavant plus aucun prêtre ni religieux ne serait fait bourgeois²⁶. Les nobles eux-mêmes, en dehors de la noblesse rochelaise de cloche, paraissent avoir été progressivement rejetés de la représentation urbaine²⁷. Les juifs, plusieurs fois chassés de la région durant le XIII^e siècle, restaient à la merci de l'échevinage qui à tout moment pouvait sur ordre les faire évacuer hors de l'enceinte²⁸. En revanche, chaque habitant, en dehors des mendiants et des lépreux, était tenu de participer à la défense de la ville. En 1368 et 1461, c'est ce que rappelèrent les administrateurs municipaux aux officiers du roi résidants mais non bourgeois – statut qu'il leur fut permis d'obtenir à partir de 1423²⁹. Au total, si l'on considère comme premier degré d'extranéité juridique l'exclusion du groupe des co-jurés, les étrangers étaient très nombreux dans la ville.

- 10 En dépit des restrictions d'accès au statut de bourgeois, la juridiction de la ville dépassait de beaucoup le cadre strict de ses co-jurés, débordant même de l'enceinte pour couvrir une large partie de l'Aunis. D'un point de vue purement territorial, elle fut progressivement étendue pour former durant le XIV^e siècle une banlieue. Ce processus, sous-jacent dans l'article 34 des établissements de Rouen-La Rochelle, débuta en 1229, lorsqu'il s'agit de distinguer les vins rochelais des vins étrangers. Puis, une succession de décisions et de contestations survenues en 1278, 1323, 1337, 1339 et 1343 imposa progressivement l'idée que certaines compétences de La Rochelle couvraient ses faubourgs et sa proche campagne. En 1347, cette réalité fut entérinée par Philippe VI qui définit l'étendue de son ressort selon un rayon de trois lieues autour de la ville³⁰. Le 8 janvier 1373, par lettres royaux de Charles V, les contours de cette banlieue furent précisée et définitivement énoncés³¹. L'adjonction de ce territoire répondait vraisemblablement, dans l'esprit de la couronne, à la volonté d'améliorer la défense de cette zone stratégique et sensible du royaume. La commune se vit ainsi confier des prérogatives militaires importantes. À partir de 1347, il lui fut permis de lever une taxe de huit sous par tonneau de vin produit dans la banlieue, afin de financer les fortifications de la ville. Cette décision fit date puisque, jusqu'à la fin du XV^e siècle, une dizaine de nouveaux droits établis sur la banlieue furent attribués dans ce but à la municipalité, malgré les résistances des paroisses concernées³². Par ailleurs, ce territoire fut reconnu en 1463 et 1491 comme juridiction fiscale de la commune pour les aides, équivalents et subsides levés pour la fortifier et la défendre³³. Dans le même temps, les habitants du territoire suburbain furent placés sous le commandement du maire qui était déjà capitaine de La Rochelle. Le 8 janvier 1373, Charles V ordonna qu'ils soient contraints d'effectuer leur devoir de guet dans la ville, ce que rappela la municipalité trois ans plus tard. En 1412, Charles VI renouvela pour trente ans cette disposition qui fut encore prorogée puisqu'en 1457, pour faire face à la menace anglaise, l'échevinage fit faire les montres des paroissiens de la banlieue et indiqua à chacun la place qu'il devait désormais tenir dans le dispositif de défense³⁴. En 1467, Charles, duc de Guyenne, reconduisait le droit communal de « contraindre ceulx de la banlieue à la garde de la ville³⁵ ». Ainsi, tous – nobles, bourgeois, agents du roi ou simples paroissiens alentour – étaient tenus de faire, à tour de rôle, la garde de La Rochelle³⁶. L'extension de la juridiction militaire de la ville, doublée de prérogatives fiscales, repoussait donc les limites de l'extranéité non plus à l'enceinte mais aux frontières de la banlieue. La participation commune de l'ensemble des habitants de cette circonscription à l'effort de défense les soudait avec force. Certes, la municipalité n'y avait pas toute autorité, mais son influence, renforcée par les liens

économiques et sociaux qui unissaient les populations voisines aux viticulteurs et marchands rochelais, lui permettait d'initier de nouvelles réglementations, en matière agricole en particulier³⁷. Sous sa forme juridique, la non-appartenance à la banlieue constituait le second degré d'étrangeté pour un Rochelais.

- 11 Au-delà de ce périmètre, on entrait dans la juridiction propre du roi, dont l'étendue réelle fluctua selon les événements politiques des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. À cette échelle, les étrangers ne provenaient pas nécessairement de l'extérieur du royaume, mais appartenaient à une puissance politique insoumise à la couronne. Ce qui les différenciait des habitants de La Rochelle ou de sa banlieue, c'est qu'ils n'étaient pas directement sujets du roi. Tant que leurs principautés restèrent indépendantes de la souveraineté française, les ressortissants de Flandre, de Bretagne ou de Guyenne étaient alors, selon plusieurs considérations juridiques, des étrangers au même titre que les Castillans ou les Hanséates. Cela est particulièrement manifeste dans le domaine économique. Sans être véritablement étrangère au royaume, la Flandre ne resta longtemps attachée à la couronne française qu'en tant que fief mouvant, ce qui lui réserva une place à part dans la législation commerciale et fiscale française. Au contraire des régnicoles naturellement placés sous la protection du roi, les Flamands ne bénéficiaient de sa sauvegarde générale et de la liberté de négoce qu'au moyen de privilèges spécifiques, comme n'importe quels ressortissants étrangers. Cette assistance fut pour la première fois accordée en 1206 par Jean sans Terre aux six villes de Flandre qu'étaient Saint-Omer, Arras, Gand, Ypres, Bruges et Lille, afin que leurs bourgeois puissent venir commercer librement à La Rochelle. Durant la période anglaise de 1360-1372, Edouard III la renouvela, puis après lui Charles V en août 1373 et Charles VII le 10 août 1441³⁸. D'un point de vue fiscal, les Flamands paraissent avoir également été soumis, parfois du moins, au même régime que celui appliqué aux marchands forains. Dans un de ses deux rapports rédigés vers 1330, le commissaire général François Jacques, constatant l'importance des fraudes pratiquées à l'encontre du droit de *rève*, proposa pour y remédier que des espions soient missionnés à Anvers, à Londres et à Bruges. Ils devaient être chargés de vérifier si les propriétaires des fûts poitevins, aunisiens et saintongeais déchargés dans ces villes avaient bien acquitté au départ de La Rochelle ou d'un des ports voisins les dix sous par tonneau perçus théoriquement sur les vins conduits hors du royaume. La Flandre aurait donc été soumise, à l'instar de l'Angleterre, à la taxe sur les exportations. Appelée *Traite des vins* après que la royauté, ayant abandonné le droit de *rève* en 1332-1333, eût réussi à en faire accepter le principe, nous ne savons pas si cette aide continua de frapper les acheminements flamands. Dans le principe, cela paraît vraisemblable. En effet, le 30 juillet 1456, réaffirmant les principes de la *Traite*, Charles VII prit le soin d'en dédouaner la Flandre, la Normandie, la Bretagne et la Picardie. Cette décision, renouvelée en 1461 et 1484 par les deux souverains suivants, témoigne du hiatus qui exista jusqu'à la fin du ^{xv}^e siècle entre l'étrangeté au royaume et l'étrangeté à la couronne³⁹. En réalité, le traitement réservé aux « extranationaux » variait selon qu'ils étaient amis ou ennemis du roi, selon aussi les privilèges et exemptions dont ils étaient spécialement bénéficiaires. Il faut attendre la seconde décennie du ^{xvi}^e siècle pour que le royaume, longtemps demeuré une entité de pouvoir symbolique, soit vêtu pleinement de ses attributs politiques efficients, et qu'il constitue une frontière tangible et claire de l'étrangeté. En somme, sous sa forme juridique, l'extranéité s'exerçait à La Rochelle selon trois degrés de représentation : on pouvait être étranger à la commune, à la banlieue et à la couronne.

- 12 Cette structuration concentrique de l'étrangeté était plus schématique que strictement efficiente. Dans les faits, elle ne permettait pas de régler tous les problèmes juridictionnels, et les conflits ne manquèrent pas au sujet des compétences exercées par la municipalité d'une part, par les agents du roi d'autre part. Il n'est pas question de reprendre ici tous les détails de procédure qui entachèrent leurs relations dès le XIII^e siècle. Selon les établissements de Rouen-La Rochelle, la municipalité avait seulement juridiction sur les bourgeois, dans la ville comme dans sa banlieue. En matière pénale, elle était essentiellement saisie des cas de police de l'ordre public ou de basse justice. En matière civile, elle avait compétence contentieuse et gracieuse sur les questions de droit des contrats. D'autres causes concernant la bourgeoisie relevaient des autorités ecclésiastiques (adultère), seigneuriales (certaines questions de terre et de dette) et surtout royales. Pour le reste, toute la justice des non-bourgeois était entre les mains du roi⁴⁰. La cour du sénéchal, puis du gouverneur, jugeait en première instance les cas privilégiés, et en appel les causes qui lui étaient renvoyées par les autres cours de justice. À partir du dernier tiers du XIII^e siècle, c'est à la cour souveraine du parlement que revint la compétence de rendre l'ultime jugement⁴¹. Ces principes généraux furent par la suite profondément amendés au profit du corps de ville. En 1317 puis 1319, Philippe V reconnut que la commune possédait, en première instance et dans les limites de l'enceinte, toute la justice civile et criminelle, haute, moyenne et basse, sur les bourgeois, leurs familiers et leurs biens. Il lui confirma également la justice criminelle « sur les forains et étrangers ». Ces dispositions excluaient bien entendu les cas de lèse-majesté et furent reconduites à plusieurs reprises, jusqu'à la fin du XV^e siècle. En 1343, elles furent même élargies aux faubourgs, sans que l'on puisse savoir si elles englobèrent ultérieurement toute la banlieue⁴². Une affaire traitée par la commune en 1302 nous laisserait penser qu'en la matière la juridiction rochelaise couvrait bien l'ensemble de l'espace suburbain. Un bourgeois nommé Simon Barbier, entremetteur, qui « estoit soullier et soutenoit bourdeau en sa maison », ainsi que deux maquerelles, « abrogueresses et soullieres de plusieurs putains », furent non seulement bannis de la ville mais en même temps de la banlieue⁴³. Toutefois, en 1461, au moment de la confirmation des privilèges de la ville, Louis XI se contenta de rappeler, sans plus de précisions, que la juridiction du maire s'étendait « jusques hors ladicte ville⁴⁴ ». Et une description de certains privilèges rochelais produite en 1501 la limitait aux *suburbs*, terme vague qui pouvait désigner aussi bien les faubourgs que la banlieue elle-même. Les règlements de plusieurs litiges survenus en 1406-1409, 1422 et 1460-1461 entre la commune et l'administration royale, rappelèrent ou précisèrent les compétences de chacun, déjà édictées en 1317. En matière criminelle, les non-bourgeois arrêtés par le prévôt étaient laissés entre ses mains ; il était responsable de l'enquête et c'est le corps de ville qui devait ensuite, en cour royale, rendre son jugement⁴⁵. En matière civile, le maire ne pouvait faire arrêter un étranger malfaiteur ni saisir ses biens, sauf s'il était en fuite ou pris en flagrant délit. La municipalité pour les bourgeois, le prévôt pour les non-bourgeois, avaient en charge, dans l'enceinte, la levée des corps, les inventaires après décès, les infractions à l'interdiction de faire trotter les chevaux. Toutefois, le prévôt ne pouvait faire arrêter un étranger sans l'avis du maire ni obtenir ses marchandises et ses meubles, si ce n'est par les mains du premier magistrat urbain⁴⁶. De surcroît, la commune se vit reconnaître par Edouard III en 1360, Charles VII en 1422, 1424, 1446 et 1461, et le duc de Guyenne en 1472, tous les droits de police dans l'enceinte⁴⁷. Elle détenait notamment le contrôle « des poids et aulnes », celui des vivres dont elle fixait les prix, la connaissance de toutes les maisons

de La Rochelle et de ses faubourgs, le pouvoir d'alignement des rues, des *chafaulx* et des bâtiments, la police du nettoyage des rues, et possédait du même coup juridiction sur les étrangers en matière de poids et mesures, de métiers, d'alimentation et d'urbanisme⁴⁸. En 1446, ses compétences en matière de police furent même élargies de sorte qu'elle obtint pouvoir de « faire statuts et ordonnances pollitiques et punir les contrevenants, civilement et criminellement, et faire mettre à exécution les sentences sur ce données⁴⁹ ».

- 13 L'examen rapide des formes et degrés d'extranéité développés depuis La Rochelle rend compte de la complexité du problème. L'étrangeté à la ville, dont certains contours restaient flous, mouvants et contestés, n'en était qu'une des formes juridiques, la banlieue et la couronne (plus que le royaume), produisant elles aussi des frontières à l'Autre. Il est également à noter que la municipalité, loin de céder aux velléités d'empiètement de ses droits quand nombre de villes reculèrent devant les assauts des autorités royales, sut élargir au cours des ^{XIV}^e et ^{XV}^e siècles ses prérogatives juridictionnelles, en particulier celles qui touchaient les non-bourgeois. Par ailleurs, les liens économiques et sociaux noués par les bourgeois avec des individus réputés étrangers en droit, ou au contraire les rapports concurrentiels qui les opposaient, modifiaient sensiblement l'appréciation et la représentation qu'avaient les Rochelais des allochtones. Ce qui est évident c'est que, fondamentalement et nécessairement ouverte sur l'extérieur pour des raisons commerciales, la ville ne faisait pas de cette question l'instrument manichéen de défense de ses intérêts. Mesurant les risques que pouvaient potentiellement faire peser la venue et l'établissement de forains, la municipalité chercha néanmoins à améliorer les conditions policières de leur séjour afin de les encourager à venir.

•

- 14 L'extranéité a souvent été étudiée par les médiévistes à partir des conceptions juridiques et politiques élaborées par les puissances publiques de l'époque, ce qui les a conduits à établir une typologie des régimes juridiques. Dès le haut Moyen Âge, les composantes de la problématique étaient posées : « L'étranger est une personne qui n'est pas sujet du roi des Francs, qui n'est pas fixée héréditairement ou de son plein gré à perpétuelle demeure, dans le *Regnum Francorum*, qui le plus souvent n'appartient pas à l'un des groupements ethniques constituant la population du *Regnum* et qui normalement devrait être tenue pour le sujet d'un chef d'État étranger⁵⁰. » Du point de vue des juristes, l'étranger était essentiellement un non-régnicole, c'est-à-dire un individu qui, soit n'était pas naturel de la seigneurie, de la principauté ou du royaume, soit n'était pas sujet du détenteur du ban. Le débat qui en découle, autour du rapport entre personnalité et territorialité du droit, pour essentiel qu'il soit pour comprendre l'essence et les évolutions du contenu, de la légitimité et de l'exercice du pouvoir, tend à éluder la réalité et la variété des représentations établies par les populations elles-mêmes. Concrètement, pour un bourgeois rochelais, il existait plusieurs formes et une intensité variable de l'extranéité, qui procédaient d'une subtile et complexe combinaison de critères discriminants d'ordre ethnique, géographique, politique, juridique, économique, social, religieux et culturel. Au final, l'étrangeté était établie et vécue selon les limites concentriques des cercles de solidarités : à partir du groupe étroit de la parentèle, elle s'élargissait d'abord aux membres du métier et de la paroisse, puis à la communauté des jurés, à la population suburbaine, aux sujets de la couronne, aux amis ou ennemis du roi. En dehors de ce

schéma, se trouvaient enfin les esclaves, les incurables, les inconnus, les excommuniés, les infidèles.

- 15 L'évolution générale du statut juridique des étrangers ne saurait masquer la grande disparité des représentations et des comportements, selon les types de société et la nature de leurs activités. Il est ainsi établi qu'en matière d'extranéité s'est affirmée au cours du Moyen Âge une opposition nette entre villes et campagnes. Les communautés rurales, jalouses de leur sol et de leurs usages, organisées en cellules closes et hiérarchisées, avaient en général un comportement méfiant, voire de rejet, à l'égard des forains et des gens de passage. Pour les milieux urbains au contraire, la venue ou l'établissement d'allochtones était absolument nécessaires à la pérennité de leur économie et de leur population. En conséquence, les gouvernements des villes furent davantage favorables aux étrangers. Cependant, même en milieu urbain, la construction de l'étrangeté prenait des formes variables. Pour des raisons politiques et technologiques, les communautés urbaines installées dans les terres ne sortaient guère de leur région, du territoire dominé par leur autorité publique de tutelle, et n'attiraient d'ailleurs que marginalement des étrangers à cette juridiction. En d'autres termes, le non-bourgeois qui venait s'installer dans ces villes « de l'intérieur » parlait en général la même langue, connaissait la coutume locale, était, « ethniquement » parlant, sans altérité. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités économiques, ces bourgeoisies ne s'exposaient qu'assez peu au danger. Elles cherchaient à sécuriser et à stabiliser leur situation au moyen, par exemple, de l'établissement de métiers (contrôle des prix, limitation de la concurrence) ou d'investissements dans la terre (thésaurisation foncière). Bien que tenues d'ouvrir leurs portes aux allochtones pour des raisons économiques et démographiques, elles restaient souvent méfiantes à l'égard des inconnus, parce qu'elles se les représentaient comme les porteurs potentiels d'une insécurité. Elles réduisaient traditionnellement ce risque au moyen de normes politiques et religieuses conservatrices, par le cloisonnement des statuts et l'expulsion de tout individu constituant une menace réelle ou supposée. Aussi, dans ces villes, l'étranger, soumis « au terrible couple, exclusion/inclusion⁵¹ », était-il soit un ennemi, soit un futur citoyen⁵².
- 16 Ces comportements et représentations propres aux villes « de l'intérieur » paraissent trancher avec l'expérience que les historiens maritimes ont des populations urbaines vivant « par la mer ». La question posée aux chercheurs intervenant ici peut être résumée ainsi : quels rapports spécifiques les populations littorales ou usagères de la mer entretenaient-elles avec l'extranéité ? Pour expliquer cette différence, il faut en particulier, – ce qui n'a pas été fait pour le moment –, examiner le rapport à la mobilité et aux risques qu'avaient les communautés littorales, ce rapport contribuant nécessairement à structurer les représentations de l'Autre. Les sociétés usagères de la mer et de ses rivages avaient en effet une expérience singulière de la mobilité et du risque, et par extension de l'extranéité. L'internationalisation des échanges conduisait les marchands bien au-delà du périmètre de leur province, de leur principauté ou de leur royaume. Marins, armateurs et négociants, différents par leurs origines, leurs langues, leurs « nationalités », leurs cultures, vivaient en contact permanent, travaillaient ensemble, non seulement dans les mêmes ports mais aussi au sein des mêmes équipages. Le danger était de surcroît une donnée intrinsèque de leur existence qu'il fallait sans relâche tenter d'évaluer et de dépasser. La pêche, le transport maritime ainsi que le commerce ne pouvaient se pratiquer qu'à ce prix. Aussi, il est tentant de penser que les sociétés attachées au littoral, les sociétés urbaines en particulier, développèrent durant le

Moyen Âge une relation originale à l'extranéité, marquée par un esprit d'ouverture et d'entreprise. C'est ce que nous essayerons de vérifier, à travers notamment l'étude des pratiques et des législations. Parfois ennemi en temps de guerre ou lors d'attaques pirates, souvent concurrent commercial, l'étranger suscitait bien évidemment par sa venue la prise de mesures de défense. Mais il pouvait être aussi, et tout autant, un client potentiel ou un éventuel partenaire économique, et dans ces cas il convenait de protéger sa venue et ses activités. C'est ce jeu complexe et ambigu de situations, de représentations et de réactions qui constituera l'objet principal de nos analyses et de nos conclusions.

NOTES DE FIN

1. Centre de Recherches en Histoire Internationale et Atlantique (EA 1163). Ce laboratoire co-habité réunit des enseignants-chercheurs des universités de La Rochelle et de Nantes. Je remercie vivement mon collègue et ami Michel Bochaca qui a bien voulu se charger de réunir et de relire les articles présentés dans le présent volume.
2. Les travaux de ce séminaire organisé à l'université de La Rochelle les 12 et 13 octobre 2006 ont donné lieu à la publication d'un numéro de la *Revue d'Histoire Maritime* consacré au *Risque, sécurité et sécurisation maritimes depuis le Moyen Âge* (n° 9, 2008).
3. Séminaire organisé à l'université de La Rochelle le 12 octobre 2007 et dont la publication des études est en cours.
4. LE JAN, Régine, « Remarques sur l'étranger au Haut Moyen Âge », *L'Image de l'autre dans l'Europe du Nord-Ouest*, Villeneuve-d'Ascq, 1996, p. 23-32.
5. Voir : GANSHOF, François-Louis, « L'étranger dans la monarchie franque », *L'Étranger. Recueil de la Société Jean Bodin*, t. X, 2^e partie, 1958, p. 5-36 ; BOUTEL-SAUTEL, Marguerite, « L'aubain dans la France coutumière du Moyen Âge », *L'Étranger...*, *op. cit.*, p. 65-100 ; *Dictionnaire du Moyen Âge*, articles « aubain » et « étranger », Paris, 2002 ; CONTAMINE, Philippe, « Qu'est-ce qu'un « étranger » pour un Français de la fin du Moyen Âge ? Contribution à l'histoire de l'identité française », *Peuples du Moyen Âge. Problèmes d'identification*, Aix-en-Provence, 1996, p. 27-43. ALTEROCHE, Bernard d', *De l'étranger à la seigneurie à l'étranger au royaume, XI^e-XV^e siècles*, Paris, 2002. Citons également la récente thèse de Laurence MOAL : *L'étranger en Bretagne aux XIV^e et XV^e siècles. Présence, attitudes, perceptions*, thèse de doctorat sous la dir. de Jean Kerhervé, Université de Bretagne Occidentale, Brest, 2007, 3 vol.
6. ONCLIN, W., « Le statut des étrangers dans la doctrine canonique médiévale », *L'Étranger...*, *op. cit.*, p. 37-64.
7. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 175, 599, 623.
8. TRANCHANT, Mathias, *Le Commerce maritime de La Rochelle à la fin du Moyen Âge*, Rennes, 2003, 3^e partie.
9. EXCOFFON, Sylvain, « L'étranger et les communautés d'habitants en Forez à la fin du Moyen Âge », *Le barbare, l'étranger : images de l'autre*, Actes du colloque du CERHI (Saint-Etienne, 14 et 15 mai 2004), Saint-Etienne, 2005, p. 177-183.

10. « Chartes de libertés et de communes de l'Angoumois, du Poitou et de la Saintonge (fin XII^e-début XIII^e siècle), éd. Georges Pon et Yves Chauvin, *Bonnes villes du Poitou et des pays charentais (XII^e-XVIII^e siècles)*, Poitiers, 2002, p. 107-125.
11. BnF, NAF 7285, f° 67-71.
12. BnF, ms fr. 16908, f° 253-254 ; NAF 7285, f° 1 v°, 68 r° et v°, 186 v°-187.
13. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 369, 428 et 435.
14. *Ibidem*, p. 426.
15. *Ibid.*, p. 428.
16. *Ibid.*, p. 293.
17. BARBOT, Amos, *Histoire de La Rochelle*, éd. Denys d'Aussy, Paris/Saintes, 1886, p. 129. BnF, ms fr. 16906, f° 120 ms fr 18970, f° 53 v°.
18. BARBOT, Amos, *Histoire de La Rochelle*, *op. cit.*, p. 285. BnF, NAF 7285, f° 186 v°.
19. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 370.
20. *Ibidem*, p. 267.
21. BnF, ms fr 16908, f° 255 v° ; NAF 7285, f° 68 v°-69 v°.
22. BOIZET, Jacques, *Les lettres de naturalité sous l'Ancien Régime*, Paris, 1943, PJ n° 2, p. 166. Cité par ALTEROCHE, Bernard d', *De l'étranger à la seigneurie...*, *op. cit.*, p. 71.
23. BARBOT, Amos, *Histoire de La Rochelle*, *op. cit.*, p. 130 n. 2. Peut-être souhaitait-il être assuré, par cette reconnaissance royale, de sa capacité à tester et de son exemption de droit d'aubaine.
24. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 267, 428.
25. Voir en particulier : BnF, ms fr. 18970, f° 53 r° et v°.
26. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 435.
27. TRANCHANT, Mathias, *Le Commerce maritime...*, *op. cit.*, p. 186-187.
28. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 599.
29. BARBOT, Amos, *Histoire de La Rochelle*, *op. cit.*, p. 283. Médiathèque de La Rochelle, ms 50, p 343, 597.
30. BnF, NAF 7285, f° 63-65 v°.
31. TRANCHANT, Mathias, « La constitution de la banlieue rochelaise à la fin du Moyen Âge », *Histoire urbaine*, n° 8, 2003, p. 26-27.
32. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 346. TRANCHANT, Mathias, « La constitution de la banlieue rochelaise... », *art. cit.*, p. 36-39.
33. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 606-607, 715.
34. BARBOT, Amos, *Histoire de La Rochelle op. cit.*, p. 209. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 366-367, 463, 560.
35. BARBOT, Amos, *Histoire de La Rochelle*, *op. cit.*, p. 389.
36. TRANCHANT, Mathias, « La constitution de la banlieue rochelaise... », *art. cit.*, p. 35-36. Médiathèque de La Rochelle, ms 50, p. 597, 697.
37. TRANCHANT, Mathias, *Le Commerce maritime...*, *op. cit.*, p. 95 ; « La constitution de la banlieue rochelaise... », p. 28-34.
38. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 327, 359, 527. « Procès-verbal de délivrance à Jehan Chandos commissaire du roi d'Angleterre des places françaises abandonnées par le traité de Brétigny », éd. Abel Bardonnnet, *Mémoires de la Société des statistiques, sciences et arts du département des Deux-Sèvres*, 2^e s., t. VI, 1866, p. 274.
39. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 557, 601, 697.
40. SEGALA, Solange, « Le régime juridique des Etablissements de Rouen », *Bonnes villes du Poitou et des pays charentais (XII^e-XVIII^e siècles)*, Poitiers, 2002, p. 172-173.

41. FAVREAU, Robert, « Commune et gens du roi à La Rochelle (début XIII^e-début XV^e siècle) », *La ville au Moyen Âge*, sous. la dir. de Noël Coulet et Olivier Guyotjeanni, Paris, Éditions du CTHS, 1998, p. 108-109.
42. BARBOT, Amos, *Histoire de La Rochelle*, op. cit., p. 129-131, 145, 337, 387. BnF, ms fr. 18970, f° 26 v°-27, 52 r° et v° ; NAF 7285, f° 2.
43. BnF, ms fr. 16908, f° 272 r° et v°.
44. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 588.
45. BnF, ms fr. 18970, f° 54 v° ; NAF 7285, f° 3.
46. BARBOT, Amos, *Histoire de La Rochelle*, op. cit., p. 129-130, 337. Médiathèque de La Rochelle, ms 50, p. 157, 231, 487. *Ordonnances des roys de France*, t. II, Paris, 1777, p. 425-434.
47. BnF, ms fr 18970, f° 27; NAF 7285, f° 2. BARBOT, *Histoire de La Rochelle* op. cit., p. 287, 290, 387, 398. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 494, 537, 587-588.
48. BnF, ms fr. 18970, f° 27, 50, 51 v°, 56-57, 88-93 v° ; ms fr. 16906, f° 102-109 v°, 118-139. BARBOT, *Histoire de La Rochelle*, op. cit., p. 265, 284-288. Médiathèque de La Rochelle, ms 45-46, p. 157, 217, 327-328, 359, 494, 537, 587-588, 593, 682-683. TRANCHANT, Mathias, *Le Commerce maritime...*, op. cit., p. 193-195.
49. BARBOT, Amos, *Histoire de La Rochelle*, op. cit., p. 312. BnF, NAF 7285, f° 197-200.
50. GANSHOF, F.-L., « L'étranger dans la monarchie franque », *L'étranger. Recueil de la Société Jean Bodin*, t. X, 2^e partie, 1958, p. 7.
51. GAUVARD, Claude, « Avant-propos », *L'étranger au Moyen Âge*, Actes du XXX^e Congrès de la SHMESP (Göttingen, juin 1999), Paris, 2000, p. 8.
52. OURLIAC, Paul, « La condition des étrangers dans la région toulousaine au Moyen Âge », *L'étranger...*, op. cit., p. 107-108.

RÉSUMÉS

La notion d'« étranger » s'apparente fortement à la problématique du risque : elle contient l'appréhension d'une menace potentielle qu'un individu ou un groupe projette sur un autre ; elle induit en conséquence la nécessité de réagir et de trouver des solutions : se distancier de l'étranger, s'en protéger, le contrôler, l'intégrer, le combattre, etc. À partir de l'exemple de La Rochelle, il est possible de définir les différentes formes d'extranéité qui structuraient la vie politique et sociale des populations d'une ville-port. Il existait au Moyen Âge une grande disparité des représentations de l'étranger et des comportements développés à son égard, selon les types de sociétés et la nature de leurs activités. Quelles relations spécifiques les populations littorales ou usagères de la mer entretenaient-elles avec les étrangers ? Pour les étudier, il faut en particulier examiner le rapport à la mobilité et aux risques qu'avaient les communautés littorales, ce rapport contribuant nécessairement à structurer les représentations de l'Autre. Au final, il est tentant de penser que les sociétés attachées au littoral – les sociétés urbaines en particulier – développèrent durant le Moyen Âge une relation originale à l'extranéité, marquée par un esprit d'ouverture et d'entreprise.

The concept of “alien” is closely related to the issue of risk: it contains the apprehension of a potential threat which an individual or group projects onto another; consequently, it induces the need to react and find solutions: distance oneself from the foreigner, be protected from him, control him, integrate him, fight him, etc. From the example of La Rochelle, it is possible to define different forms of aliens which structured political and social conditions in a sea-port. There was a great medieval disparity of representations of the alien and behaviours developed for him, according to the social structures and the nature of their activities. What specific

relationships did the littoral populations or coastal marine users maintain with foreigners? To study them, we must especially consider the relation with mobility and risk which the coastal communities had, this relation necessarily contributing to structure representations of the Other one. Ultimately, it is tempting to think that companies tied to the coast – urban societies in particular – developed during the Middle Ages an original relation to the concept or “alien”, marked by a spirit of openness and enterprise.

INDEX

Index chronologique : Moyen Âge, Époque moderne

Thèmes : La Rochelle

AUTEUR

MATHIAS TRANCHANT

Maître de conférences d'histoire médiévale université de La Rochelle Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique – EA 163